

MANIFESTE DU P. C. I. AUX TRAVAILLEURS (pages 6 et 7)



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

ABONNEZ-VOUS**C. C. P. 6965-68**

64, Rue de Richelieu — PARIS

un an : 300 francs

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

CONTRE TOUTE ALLIANCE AVEC LES PARTIS BOURGEOIS

VOTEZ P. C. F.

LA dissolution de l'Assemblée Nationale et les élections brusquées avaient pour but d'amener un Parlement plus axé sur la droite, gouvernementalement plus maniable, écartant la perspective d'une coalition du parti radical avec le parti socialiste qui risquerait, sous la pression des événements, d'être élargie du côté du parti communiste. Pour parvenir à ce but, les Pinay, Schumann et autres Edgar Faure se résignaient

à une augmentation de la fraction parlementaire communiste aux dépens des radicaux et des socialistes.

Mais ce plan est déjà mis en échec : Il n'y aura plus de députés préfabriqués d'Algérie. Les « hors-la-loi » y ont empêché les élections truquées. Les masses algériennes auront à leur heure leurs vrais représentants, un véritable Parlement.

Le plan Edgar Faure-Pinay reposait aussi sur l'hypothèse qu'il y aura peu de déplacement des votes par rapport à 1951. L'afflux des inscriptions dans les mairies, les demandes d'inscription dans les casernes sont un premier indice qu'il y aura une poussée à gauche aux élections du 2 janvier. Il serait toutefois présomptueux de s'avancer davantage. Il est également impossible de prévoir ce que la démagogie d'un Poujade enlèvera à la droite classique.

Les orientations ne sont qu'assez peu marquées par les apparences au niveau des circonscriptions car, parmi les candidats bourgeois, nombre d'entre eux sont prêts à coller toutes les étiquettes sur leurs panneaux afin d'être élus, et qui, au lendemain de leur élection, se placeront sous la houlette d'Edgar Faure ou de Mendès-France, selon d'où le vent aura soufflé le 2 janvier.

C'est au niveau des formations nationales que les orientations sont plus claires : ou une politique de droite, plaçant les partis ouvriers ensemble dans l'opposition ; ou une politique manœuvrière qui s'efforcera d'associer le P. S. à la gestion gouvernementale.

La direction du parti communiste avait proposé au parti socialiste un apparentement électoral. Il entrait dans les mobiles et les objectifs de la direction du P. C. beaucoup d'opportunisme ; mais, pour les masses travailleuses, cela se présentait avant tout comme une proposition de front unique à l'échelle nationale. C'était, indépendamment de la politique générale du P. C., un acte très positif que tout révolutionnaire devait soutenir (comme notre parti l'a fait, en demandant au Conseil national du P.S. d'accepter cette offre).

A ce Conseil national, la majorité des Fédérations était pour l'acceptation ; mais quelques grosses fédérations, tenues par la direction Guy Mollet, ont fait repousser l'apparentement P.C.-P.S. Les Guy Mollet et Pineau espèrent redevenir les « gérants loyaux » du capital. Ils osent s'adresser aux ouvriers communistes pour leur parler d'unité ouvrière et de socialisme, au moment où ils s'apparentent avec le parti de Chaban-Delmas, dans lequel figure en bonne posture Soustelle, bourreau du peuple algérien.

Ce qui s'est passé au Conseil national du P.S. est de la plus grande importance pour la classe ouvrière. Le courant pour un accord avec le P.C. a considérablement grandi en quelques semaines. Peu importe qu'il ait des mobiles opportunistes ; il pour-

Pierre FRANK.

(Lire la suite page 12.)

VIVE LA RÉVOLUTION MAROCAINE

Cette fois à peu près toute la presse a dû accepter du bout des lèvres l'évidence : **AU MAROC, C'EST LA RÉVOLUTION.** Une révolution sans chefs et sans parti dirigeant, surgie comme un torrent des profondeurs du peuple, qui déjoue les savantes manœuvres du Quai d'Orsay et de la bourgeoisie indigène, ébranle jusqu'à la racine les fondements de l'impérialisme, bouleverse l'équilibre nord-africain et éclaire d'un jour nouveau les événements du Maghreb pour tous ceux qui n'ont pas su ou voulu y voir clair.

La tentative d'Edgar Faure-Pinay de rattraper le temps perdu en rétablissant précipitamment sur son trône le Sultan si honni, a manqué son but qui était de prendre les masses marocaines au dépourvu et de leur arracher l'initiative. Le coup de la réconciliation théâtrale avec les féodaux et caïds « collaborateurs » a eu l'effet inverse de l'objectif que l'on visait.

Les masses marocaines que l'on présente volontiers comme une horde inculte, aveugle, fanatisée, agissant sans discernement, ont donné une belle leçon de réalisme et de

clairvoyance aux stratèges en chambre et aux politiques grands et petits. Elles ont réalisé instantanément ce l'on s'appropriait à les dépouiller de leur victoire et elles ont trouvé naturellement la parade en poursuivant et en élargissant l'action directe dans les villes, dans les campagnes et les montagnes.

L'initiative appartient, plus que jamais, aux prolétaires de Casablanca et des grandes villes, aux fellahs du Sud et du Maroc Oriental, à l'Union Marocaine du Travail, aux réseaux du mouvement de la résistance et à l'armée de libération du Rif. Les directions des partis nationalistes s'essouffent à courir derrière les forces populaires dans le but de coiffer le mouvement et de le canaliser.

L'impuissance dont ont fait preuve jusqu'ici ces directions provient de ce qu'elles se trouvent en face d'une authentique révolution qui réduit à néant tous les beaux plans préétablis. Adieu les bonnes petites solutions par étapes réalisées graduellement, sans heurts, dans l'harmonie. Les

Robert LEBLOND.

(Lire la suite page 12.)

Formez partout des Comités de lutte pour le retrait des troupes d'Afrique du Nord !

Partie par démagogie préélectorale, partie par peu des manifestations et du mécontentement des soldats, le gouvernement a décidé de libérer les rappelés. Mais en même temps, il appelle la fraction du contingent 1955-2 à partir du 15 décembre et annonce que les soldats « normaux » feront la relève des rappelés en Afrique du Nord, les maintenus restant maintenus. Cela signifie d'abord une prolongation du temps de service militaire. Ensuite, des dizaines de milliers de nouveaux jeunes travailleurs qui vont aller tuer et se faire tuer pour le colonialisme.

Il restera la honte ineffaçable des grandes organisations ouvrières — Parti Communiste Français, Parti Socialiste, U.J.R.F., Jeunesses Socialistes, Syndicats — d'avoir eu une passivité criminelle devant cette guerre contre le peuple nord-africain faite avec le sang des jeunes travailleurs. Non seulement elles ne font rien, sauf faire signer des pétitions, mais elles ne soutiennent même pas les actions pour le rappel du contingent, entreprises par d'autres organisations. Elles ont refusé de participer au « Comité Parisien des organisations de jeunesse contre l'utilisation du contingent dans la répression », elles ont refusé de le soutenir et « l'Humanité l'a même calomnié.

Mardi 6 décembre, ce Comité organisait une réunion d'information PRIVEE salle Wagram à Paris. Cette réunion était interdite par le gouvernement. Des jeunes qui s'y étaient rendus ont été arbitrairement arrêtés. La presse ouvrière n'a ni protesté ni même publié le communiqué de protestation contre cette interdiction et ces arrestations.

Même quand la manifestation des conscrits organisée par l'U.J.R.F. est interdite, la protestation des organisations P.C.F. reste bien douce et toute platonique.

Aucun parti n'a utilisé la tribune parlementaire pour forcer le gouvernement et l'Etat-major à révéler combien de soldats sont emprisonnés, condamnés, en instance de l'être pour leur hostilité à la sale guerre. Nous avons adressé une lettre le demandant aux parlementaires socialistes et communistes et à la presse. Rien n'a été fait. Ils laissent au gouvernement le bénéfice du silence pour frapper.

Ce ne sont pourtant ni les exemples ni la preuve de la volonté de combat des jeunes et des soldats qui manquent. Après celles de la gare de Lyon, de Rouen, etc., la magnifique manifestation des soldats de Courbevoie, en plein Champs-Élysées n'est-elle pas suffisante pour montrer ce qu'il est aujourd'hui possible de faire contre la guerre, pour le retrait des troupes d'Afrique du Nord ?

Les jeunes ne doivent pas attendre que les partis et les syndicats sortent de leur criminel attentisme. Qu'ils constituent eux-mêmes des Comités de quartier, d'usine, de village pour le retrait des troupes d'Afrique du Nord. Qu'ils organisent la solidarité aux soldats, aux emprisonnés. Qu'ils attirent l'attention de l'opinion publique ouvrière par des tracts, des réunions, des manifestations diverses. Qu'ils ne soient pas complices de la honteuse inaction des chefs !

Utilisez la campagne électorale pour lutter pour le retour des troupes. Exigez de chaque candidat qu'il réponde clairement s'il est pour le retrait immédiat des troupes d'Afrique du Nord, s'il est pour la libération immédiate des soldats frappés par la répression militaire. Pas un sou, pas un homme, pas une voix pour les colonialistes !

A SURESNES

UN COMITÉ

comme il pourrait y en avoir des milliers

Le Comité des jeunes veut regrouper les jeunes travailleurs de Suresnes afin de lutter contre la répression en Afrique du Nord, contre l'envoi du contingent en Afrique du Nord, contre le rappel des disponibles, contre le maintien des libérables.

Il veut organiser la solidarité à l'égard des jeunes expédiés en Afrique du Nord et vis-à-vis des jeunes qui manifestent dans les casernes. Il se propose d'intervenir auprès des organisations adultes afin de faire connaître ses propres revendications. Il veut participer à la campagne électorale afin de faire connaître les revendications de la jeunesse (retour du service militaire à 1 an, retour du contingent dans la métropole, arrêt de la guerre d'Afrique du Nord, vote des jeunes à 18 ans).

A l'origine, il a regroupé des jeunes inorganisés. Ces jeunes ont vu partir plusieurs de leurs camarades pour l'Afrique du Nord au début de septembre. D'où leur prise de conscience du problème Nord-Africain. Ils ont fait appel aux organisations de jeunesse locales (Ajustes, Anciens Elèves, U.J.R.F. Amis de la Nature, Eclaireurs de France, etc.).

Actuellement, le Comité comprend des jeunes de toutes tendances.

Le comité se réunit tous les mercredis soir à 21 heures, au centre A. Thomas. A ces réunions il est fait un compte rendu des événements politiques et militaires d'Afrique du Nord pour la semaine écoulée. Ce compte rendu est suivi de débats. Il est donné lecture des lettres reçues d'Afrique du Nord. L'action future du Comité y est décidée.

Fin septembre, une campagne de signatures a été faite par le Comité, sur le marché de la Cité. Les flics sont intervenus.

Début octobre, une motion a été envoyée aux Députés du secteur, leur demandant d'intervenir.

Le Comité est intervenu (délégations) auprès du Maire, du P.C.F., du P.S., pour leur demander leur appui.

Les 5 et 6 novembre, le Comité a participé à un week-end groupant jeunes métropolitains et jeunes Nord-Africains. Une veillée

(50 jeunes de Suresnes dont 6 Nord-Africains) a été organisée au cours de ce week-end à l'occasion duquel deux Algériens ont exposé leurs conditions de vie et les raisons de leur lutte.

Le 9 novembre, le Comité a organisé un meeting avec Pierre Stibbe. Les organisations adultes étaient invitées. Seul le P.S. s'est abstenu, il a édité une affiche qui, collée le soir du meeting, indiquait qu'il ne pouvait participer à une manifestation aux côtés de représentants du P.C. qui ont « voté la confiance à Edgar Faure ». A ce meeting présidé par le Secrétaire du Syndicat des Instituteurs, une motion a été votée demandant l'arrêt de la répression, le retour du contingent, la libération des maintenus, l'amnistie pour les soldats ayant manifesté et pour les emprisonnés d'Afrique du Nord.

A la suite du meeting, une lettre a été envoyée au Secrétariat du P.S. afin d'expliquer les raisons d'être du Comité, avec prière d'insertion dans le *Suresnois*.

Dimanche dernier un tract a été distribué sur le marché afin d'informer sur les événements de la caserne Charras.

Des listes de souscription ont été distribuées dans les usines.

(Correspondant)

Jeune ! Lenine te parle

« On te donnera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que doivent posséder les prolétaires, non pour tirer contre leurs frères, les ouvriers des autres pays, comme il arrive dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres du socialisme — mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre propre pays, pour mettre fin à l'exploitation à la misère et aux guerres — par la victoire sur la bourgeoisie QUI SERA ALORS DESARMEE. »

LETTRE de la CASERNE : de DUPLEIX

« ...Il y avait au moins deux CRS pour chaque partant. Trente-neuf partants et trois cars de CRS, avec radio. Ils tournaient autour de la caserne.

Les partants prévenus le jeudi partaient le vendredi, sans perm, naturellement. Ça a tellement râlé que les cent qui doivent partir cette semaine en ont eu une.

Autour de la caserne, les CRS se font engueuler. Ils ne sont pas fiers. Les officiers eux-mêmes n'ont pas bonne conscience. »

...de CHARRAS (Courbevoie)

« Tu sais ce qui s'est passé aux Champs-Élysées. Mais avant, il y avait déjà eu une belle manifestation dans la caserne. Et ce que tu ne sais peut-être pas, c'est qu'avant de partir pour les Champs-Élysées, nous avons libéré les tolards. C'était magnifique. On voulait nous empêcher de sortir, mais les gars étaient si gonflés qu'il n'y a pas eu moyen de les garder.

Je n'ai pas eu de nouvelle directe de la quinzaine de copains qui ont été mis à part. Mais il y a toutes les chances pour qu'ils soient en tôle au fort de Noisy. »

Libération des soldats emprisonnés

LETTRE DU P.C.I. AUX DEPUTES

De plus en plus nombreuses nous parviennent des informations sur la répression que subissent des participants aux diverses manifestations de soldats qui s'élevaient contre leur envoi en Afrique du Nord.

D'après ces informations, des manifestants de la gare de Lyon et de Rouen seraient en prison en Afrique du Nord, attendant d'être jugés par les tribunaux militaires. De plus, des participants à la réunion de soldats de l'église Saint-Séverin auraient été envoyés dans les zones de combat par mesure de représaille inavouée. Si cette mesure a bien ce caractère, on est en droit de douter de la sécurité de ces soldats. L'annonce du gouvernement que les rappelés vont être prochainement libérés ne signifie pas du tout la liberté pour ceux qui sont menacés ou frappés par la justice militaire.

Nous vous demandons d'exiger du gouvernement des éclaircissements publics sur ces faits, soit sous forme d'interpellation, soit sous forme de question ou sous toutes autres qui sont à votre disposition de parlementaire. Nous pensons qu'il est de votre devoir d'amenager le gouvernement à informer complètement l'opinion des mesures de répression qui ont été prises à l'égard de rappelés ayant manifesté leur hostilité à la nouvelle sale guerre (nom, lieu d'emprisonnement, peines encourues, etc.).

Cette publicité n'est qu'une première mesure indispensable pour protéger ces soldats. Leur défense contre l'arbitraire n'est elle-même qu'un devoir élémentaire pour quiconque veut réellement dresser l'opinion ouvrière et démocratique contre la guerre colonialiste. Ce n'est qu'ainsi que l'on paralysera l'action répressive de l'appareil gouvernemental et militaire.

MALGRÉ LA TERREUR

les Algériens imposent le recul des élections

SALUT A BEN BOULAÏD !

L'évasion de Ben Boulaïd et de ses compagnons condamnés à mort, de la prison de Constantine, a davantage démoralisé les colonialistes que la perte d'une bataille.

Cet épisode est lourd de signification. Il fait éclater aux yeux des plus incrédules le haut degré de conscience qui anime les militants de la résistance et qui les fait agir avec un esprit d'abnégation et de discipline absolument admirable.

Mais il dévoile surtout à quel point le rapport des forces est en faveur du peuple algérien et des insurgés. Il montre que ce rapport des forces est irréversible et que les forces colonialistes, en dépit du plus grand déploiement des forces militaires va au devant des pires désastres. Parallèlement à la combattivité accrue des partisans algériens, la démoralisation et la décomposition de l'appareil militaire et administratif du colonialisme s'accroît.

Ben Boulaïd a frappé d'un grand coup l'impérialisme en dévoilant tout cela. Il a insufflé un regain de courage aux combattants algériens et à ceux qui souffrent dans les prisons et les camps.

Salut à Ben Boulaïd !

L'INTELLECTUEL DES C.R.S.

Devenu premier flic et C.R.S. d'Algérie, M. Soustelle désire faire honneur en même temps à sa qualité d'intellectuel. Il s'insurge contre l'appel des intellectuels opposés à la guerre colonialiste et a le grand tort de rechercher la discussion.

M. Soustelle « est stupéfait par la légèreté et le manque de sérieux qui caractérisent la proclamation » des intellectuels. Que faut-il penser des arguments de l'érudit gouverneur général ?

Qui ose affirmer qu'il y a une guerre en Algérie ? C'est « un état d'insécurité sporadique et variable, des attentats individuels, des embuscades, des incendies ». Voilà une digne définition.

M. Soustelle assimile les partisans algériens au « farouche obscurantisme hitlérien ». Ce sont les « rebelles » qui défigurent et torturent les musulmans et non la police aux ordres de M. Soustelle, qu'on se le dise. Il faut rendre justice à la Gestapo algérienne, elle s'évertue de torturer sans trop défigurer les patients afin que les marques extérieures ne soient pas trop visibles.

M. Soustelle poursuit donc en Algérie, quant à lui, le combat qu'il a mené contre Hitler et l'Axe. Contre « le totalitarisme médiéval » représenté par la résistance, il prétend incarner « l'œuvre de progrès politique et social » en défendant les profits de MM. Borgeaud, Blachette et Cie.

Le raisonnement est un peu gros et son expression plutôt grossière. L'intelligence tant prônée de M. Soustelle a le relent de la chaussette à clous. Question de déformation professionnelle. La fonction fait l'homme.

LA GESTAPO ALGERIENNE CONTINUE

On n'avait aucun doute à ce sujet, mais la censure doublée de la terreur avait réussi à limiter le nombre des informations. Voici que percent, coup sur coup, plusieurs témoignages précis.

C'est d'abord un jeune étudiant, Zeddou Belkacem, revenant du Caire, où il fit ses études, que la police d'Oran appréhendait début novembre. Soumis aux pires tortures pendant une semaine il fut livré en piètre état à la police d'Alger qui renouvela ces traitements avec tant d'énergie que Zeddou succomba. Ce cadavre embarrassa fortement les policiers. Pour s'en débarrasser on le mit dans un sac qu'on jeta à la mer, loin au large d'Alger. En même temps un rapport de police

indiquait que Zeddou s'était évadé. Quelques semaines plus tard des promeneurs découvrirent le cadavre rejeté par la mer.

Le 5 novembre, un militant nationaliste bien connu, Mustapha Ben Mohammed, jeune ouvrier des ateliers de chemin de fer, conseiller municipal d'Alger, est arrêté par la police à El Biar. Pendant six jours les bourreaux de la Gestapo algérienne s'acharnèrent sur lui. Ce n'est que le 25 novembre qu'il est déféré devant le juge d'instruction.

Enfin « France-Observateur » livre le témoignage d'un autre supplicié, Mohammed ben Makkaden, qui expose de façon détaillée les traitements auxquels il a été soumis sous la direction du commissaire Lofredo : coups, écrasement des orteils, brûlures par l'électricité et le tuyau d'eau introduit dans la bouche jusqu'au gonflement du corps et la perte de conscience du patient qui remplace le traitement de la baignoire passé de mode.

L'ALGERIE N'EST PLUS LA FRANCE

Contrairement à la lettre formelle de la Constitution et à la religion sacrée de l'impérialisme, les élections ont dû être ajournées en Algérie. C'est l'enterrement solennel du mythe : Algérie, départements français.

Les élections brusquées auront contribué à la destruction de ce mythe. Elles ont achevé de faire éclater le pourrissement général de la situation algérienne. Non seulement les électeurs musulmans auraient déserté les urnes, ce qui s'était déjà vu, mais les élections ont été rendues impossibles par la grève des candidatures qui exprime le summum de la décomposition.

Les créatures chevronnées de l'administration colonialiste, les Déat et les Laval algériens en sont arrivés à se faire les interprètes des aspirations nationalistes du peuple algérien.

Les progrès réalisés au Maroc et en Tunisie dans la

voie de l'indépendance détruisent toutes les fausses solutions appliquées à l'Algérie. L'impasse algérienne dominera la prochaine législation.

LES BEKANNTMACHUNG DE M. SOUSTELLE

Dernièrement, des avions militaires inondaient Philippeville de tracts d'un genre très spécial. Sous des photographies s'étalait le texte suivant, en français et en arabe :

AVIS

« A tous ceux qui seront touchés par cet avis, l'Autorité supérieure fait connaître qu'une très forte récompense en argent sera immédiatement versée à quiconque aura ramené mort ou vif à l'Autorité la plus proche (Armée, Gendarmerie, Police), le criminel dont ci-joint la photo ».

« Pardon total sera en outre accordé et garanti pour leurs fautes ou erreurs passées à tous ceux qui auront apporté leur concours à l'Autorité française pour l'arrestation de ce criminel ».

Parmi les susdits « criminels » se trouvaient entre autres : Boukadoum Bachir, ancien adjoint au maire, et Lessak, ancien conseiller municipal.

Le distingué M. Soustelle, à la riposte si prompt et si péremptoire, aura bien du mal à démentir ce document reproduit par « La Dépêche » de Constantine en date du 11 novembre 1955.

INTENSE ESSOR POLITIQUE DES MASSES MAROCAINES

Le retournement spectaculaire du Glaoui et de ses compères au service du colonialisme et la restauration précipitée du Sultan visaient à déposséder les masses marocaine de leur victoire en rendant l'initiative à la bourgeoisie indigène. Les fins calculs de Pinay-Faure n'ont pas pesé lourd devant le peuple marocain tout entier dressé dans les villes et les campagnes.

Les plus incrédules, les plus opportunistes doivent se rendre à l'évidence : c'est la Révolution.

« Le fait essentiel de la situation marocaine actuelle, est obligé d'admettre « l'Express », est qu'elle paraît échapper à l'autorité du sultan, des partis politiques et de la résidence... Les tribus n'obéissent plus à leurs caïds, qui étaient davantage que des maires. Les médinas échappent aux pachas, qui étaient davantage que des préfets. »

LA FRATERNISATION

Pendant quelques jours seulement « l'Humanité » a publié les reportages d'un envoyé spécial au Maroc, avant de s'en remettre à nouveau à la simple reproduction des textes des agences de presse gouvernementales.

Pris par l'ambiance extraordinaire de Casablanca, Robert Lambotte rapporte dans « l'Humanité » des 18 et 19 novembre, des scènes édifiantes.

« J'ai vu, tout à l'heure, de jeunes rappelés aider les familles marocaines à décorer leurs maisons. A un autre carrefour, toujours en médina, un groupe de femmes marocaines a franchi le réseau de barbelés, protection illusoire, d'un petit poste militaire. Les unes portaient des plateaux à thé, les autres des assiettes remplies de pâtisseries. »

LE PROLETARIAT POSE SES REVENDICATIONS DE CLASSE

A Rabat, 6.000 ouvriers marocains se sont rendus samedi à un meeting tenu par l'Union Marocaine du Travail. Dans une motion ils demandent : la conclusion de conventions collectives, l'égalité des allocations familiales, l'institution de la sécurité sociale.

Ces objectifs ne seront atteints, déclare ce texte, que par un gouvernement d'où seront exclus pachas et caïds.

UN GOUVERNEMENT A NOUS !

Presque à chaque carefour se montent des estrades où les orateurs, ce soir, vont se relayer. Des centaines de meetings vont ainsi avoir lieu. Le caractère politique de ces manifestations s'est accentué au cours des dernières heures. Cela est sensible aux mots d'ordre que jettent les cortèges de manifestants. Cette nuit, deux revendications immédiates ont été lancées et répétées pendant des heures : « Libérez les emprisonnés ! » « Un gouvernement à nous ! »

Ce qui étonne encore plus, c'est le nombre des orateurs. Ils se succèdent sans arrêt. Ils sortent de la foule, s'emparent du micro, disent quelques mots et sont remplacés aussitôt par un autre. Souvent, c'est une jeune femme voilée ou dévoilée. Souvent aussi, une veuve dont le compagnon est tombé, voici une semaine, un mois.

Tout près de nous, un haut-parleur, comme il y en a actuellement des milliers dans la ville arabe, jette à tous les vents : « La terre doit appartenir aux paysans, à ceux qui la travaillent ».

LA LUTTE N'EST PAS TERMINEE !

Nous avons vu des cortèges parcourir les rues en criant : « Pas de traités pour nous diriger. » Des banderoles surgissent dans les ruelles étroites : « Les négociateurs doivent être parmi ceux qui ont souffert avec le peuple. »

Au moment où il me faut enfin quitter la médina pour téléphoner ces lignes, des jeunes encore distribuent un tract qui est une proclamation du Mouvement national de la Résistance marocaine. On y lit notamment que le retour de Ben Youssef est le résultat de la lutte et des sacrifices du peuple marocain et cette proclamation ajoute : « Le Mouvement national de la Résistance marocaine rappelle que son but est la libération complète du territoire, la réalisation de l'unité et de l'indépendance marocaine. Quant au retour de Sa Majesté Mohamed V, c'est une grande victoire, certes, mais ce n'est pas la victoire finale ; celle-ci sera atteinte lorsque la France aura proclamé solennellement, face au monde entier, l'indépendance du Maroc ».

VIENT de PARAÎTRE

le Tome I de

« ECRITS »

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur l'économie soviétique, la situation internationale, la question du désarmement

Des études plus actuelles

que jamais

Le Volume : 1.000 francs

Une crise profonde déchire la bourgeoisie française toute entière. C'est une classe aux abois qui a perdu sa place dans le monde. Les peuples qu'elle a asservis secouent son oppression. Son économie est en retard d'un demi-siècle. Les travailleurs qu'elle exploite ne veulent plus être gouvernés par elle. Sous cette avalanche, le grand capital tente de renouveler ses méthodes de domination en France comme dans les pays colonisés.

Dans le camp de l'impérialisme préparant la guerre contre l'U.R.S.S., la Chine et les révolutions coloniales, la bourgeoisie française n'a plus qu'un strapontin. Elle sait parfaitement que la « coexistence pacifique », la « détente » seront rompus dès que les U.S.A. menacés par la crise économique ou par une extension « inacceptable » de la Révolution, décideront d'ouvrir les hostilités c'est à peine si on lui demandera son avis.

Pendant des décades, cette bourgeoisie a vécu en usurière des intérêts de ses prêts dans le monde et des revenus tirés des peuples asservis par le fer et le feu au temps de sa splendeur.

Aujourd'hui les prêts n'existent plus et les peuples colonisés se libèrent, les rentes ont disparu et la bourgeoisie veut extraire un profit accru d'une économie vieillie, avec des régions dépeuplées, machines vétustes, dans une concurrence internationale que ni les frontières ni les subventions ne peuvent longtemps endiguer.

Mais une cause bien plus importante de la crise, est la révolte des peuples asservis. Déjà l'héroïque peuple vietnamien a fait lâcher prise à l'impérialisme français. Aujourd'hui, c'est tout le peuple nord-africain qui s'est dressé pour retrouver son indépendance.

La Révolution Nord-Africaine ébranle une base économique et stratégique irremplaçable de la domination de la bourgeoisie française. La crise qu'elle provoque dans le camp bourgeois et les coups qu'elle lui porte sont un élément essentiel de l'affaiblissement de l'ennemi de classe.

Par mille moyens, la bourgeoisie rogne le niveau de vie des travailleurs : abattements de zone -- manque de logements -- cadences infernales. De plus, pour garder la source d'or et de puissance d'Afrique du Nord, elle y envoie les jeunes tuer et se faire tuer.

**LA REPONSE DES TRAVAILLEURS A ETE :
NANTES - LA GARE DE LYON - ROUEN - COUR-
BEVOIE !**

Comment continuer à diriger ce prolétariat ? Comment le calmer ? Comment lui faire accepter la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. et la Chine ? Comment lui faire accepter de mourir pour Borgeaud ? Comment lui faire accepter de travailler plus dur, plus longtemps, sans avenir, sans espoir ? Comment éviter la révolte générale des petites gens et des prolétaires soulevés de dégoût et d'indignation ? Comment tricher, tromper, mentir, tuer, pour ne pas être balayée ? Voilà à quoi la bourgeoisie doit répondre. Saisie de panique, droite et gauche s'entredéchirent, chacune défendant les intérêts de ses mandants (pas les électeurs, mais les trusts et les banques), chacune voulant imposer une solution pour arrêter l'avalanche de défaites, de contradictions, de révoltes.

COMMENT LES PARTIS BOURGEOIS TENTENT DE S'EN SORTIR

Grâce surtout à la division ouvrière et à l'escroquerie des apparentements, le capital avait cru établir un pouvoir réactionnaire qui gagnerait la guerre au Viet-Nam, materait l'Afrique du Nord et désorganiserait le mouvement ouvrier. Ce fut une faillite sordide.

Les combats ouvriers et surtout l'héroïsme des peuples colonisés ont housculé ce beau plan.

Les Pinay-Raynaud-Faure, la droite, ont gouverné pour les trusts et les banques en s'appuyant sur des couches bourgeoises arriérées.

Ce système craque de toutes parts. C'est pourquoi le grand capital a mis en avant un « homme nouveau » et de « nouvelles méthodes » pour tenter de diminuer la tension dans tous les domaines.

Mendès-France, cet « homme de progrès », ne s'oppose à la droite que parce qu'il reprend quelques subventions aux soutiens de celle-ci, aux betteraviers, aux colons, etc., pour les donner à d'autres patrons. Il travaille non pour le peuple, mais pour les gros trusts de la sidérurgie, de la métallurgie qui, rééquipés par des subventions de l'Etat, ont maintenant besoin que les autres capitalistes leur achètent leurs machines et leur acier.

Envers les peuples colonisés en révolte, et d'abord ceux d'Afrique du Nord, il veut céder un peu pour garder l'essentiel. Mendès-France est l'homme de cette politique plus « intelligente ». Les CRS contre les masses travailleuses ; une part politique et économique aux bourgeois-

FRONT UNIQUE POUR UN GOUVERNEMENT

sies indigènes (aussi effrayés que lui par la révolte des peuples) pour conserver l'essentiel des profits et de la puissance stratégique à l'impérialisme français.

Mendès-France espère, en combinant les promesses démagogiques et l'alliance avec les dirigeants socialistes, maintenir la division du mouvement ouvrier, affaiblir celui-ci et réaliser ainsi son opération au profit du grand capital.

UN GOUVERNEMENT OUVRIER P.C.F.-P.S. EST POSSIBLE

Il est des « réalistes » dans le mouvement ouvrier et à sa périphérie qui disent : « Naturellement, le socialisme est la seule solution, mais il faut se contenter de ce qui est possible ; aujourd'hui, entre deux maux, il faut choisir le moindre ».

Travailleurs, ce raisonnement est faux, mensonger, débilant. Le choix que vous impose le monde capitaliste n'est pas entre une mauvaise domination bourgeoise -- de droite -- et une meilleure domination bourgeoise -- de gauche -- mais entre la préparation à la guerre, l'exploitation des peuples colonisés, la misère dans le régime capitaliste et la lutte pour renverser ce régime, pour instaurer votre gouvernement.

Cette tâche est urgente -- et elle est possible. Elle est possible parce que le rapport des forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière est en faveur des travailleurs. De 8 à 10 millions de travailleurs votent pour le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français, et ceci parce que ces partis s'appellent socialiste et communiste. Ces travailleurs constituent la classe la plus homogène, et la plus concentrée dans les villes et les usines, celle qui occupe la place la plus importante dans la production, celle qui est la plus et la mieux organisée dans ses partis et ses syndicats, la plus disciplinée et la plus militante.

Malgré les déceptions qui ont suivi ses combats de 36 et de la guerre, dont elle n'a tiré que bien peu pour elle-même, alors que la bourgeoisie réinstallait son pouvoir économique et politique détérioré, malgré tant de combats qui tous se sont arrêtés au seuil du pouvoir, la classe ouvrière n'est ni battue ni même découragée. A chaque fois qu'elle se dresse, bien que ses partis se refusent à organiser une lutte d'ensemble, elle montre une force qui fait trembler le patronat. En 1953, il aurait suffi d'un appel clair des partis et syndicats pour qu'unie dans la lutte elle renverse le gouvernement bourgeois.

Les grèves d'août-septembre 1955 ont montré partout la force de la classe ouvrière. Le prolétariat de Nantes tenant tête et forçant le patronat, les CRS et le gouvernement coalisés à céder, ce prolétariat -- malgré la coupure maintenue entre lui et les centaines de milliers de grévistes qui combattaient en même temps que lui -- reflète la combativité de toute la classe ouvrière française. Partout les ouvriers trouvaient et trouvent les mêmes formes de combat audacieuses, offensives : occupant les entreprises, enfermant les patrons dans leurs bureaux, rendant coup pour coup aux CRS.

Les jeunes, les jeunes soldats avant tout, ont montré par les magnifiques manifestations de la gare de Lyon, de Rouen, des Champs-Élysées et de dix autres lieux, le courage et la combativité qui les animent. Ils ont montré par leur action comment ils comprenaient la façon d'empêcher le gouvernement de les envoyer en Afrique du Nord. Comment ose-t-on dire que les travailleurs ne veulent combattre que pour des revendications d'atelier ou d'entreprise quand des jeunes entreprennent des actions aussi profondément politiques que celles qui les opposent à toute la machine militaire, à tout l'appareil de répression, à tout l'édifice étatique et gouvernemental ? Ces travailleurs et ces soldats sentent, mieux que bien des « chefs », que la bourgeoisie est affaiblie par ses déchirements internes et par les coups que lui assène l'héroïque peuple nord-africain.

Ce sont les exemples de Nantes, de Rouen, de l'Aurès qui les inspirent, ils sont pleins de confiance dans l'issue de la lutte... mais ce qui manque, c'est l'appel à la lutte. Ce qui manque, c'est une claire perspective politique, c'est un programme anti-capitaliste qui apporte une vraie solution.

Ce qui est possible dans ce rapport de force entre la bourgeoisie et les travailleurs de France et d'Afrique du Nord, c'est de changer réellement la politique du pays

en changeant sa structure sociale et son gouvernement. Une campagne inlassable pour un Front unique de classe contre la classe ennemie sous toutes ses couleurs (de gauche et de droite) en vue de constituer un Gouvernement des partis ouvriers et des syndicats rassemblerait les plus larges masses et les soulèverait d'enthousiasme.

Le programme d'un tel gouvernement est facile à concevoir.

- NATIONALISATION SANS INDEMNITES NI RACHAT DES TRUSTS ET DES BANQUES
- CONTROLE OUVRIER SUR LES INDUSTRIES, LES BANQUES ET LE COMMERCE POUR LES FAIRE SERVIR A L'INTERET GENERAL ET NON DANS CELUI DES 200 FAMILLES.
- DESARMEMENT DES FORCES REPRESSIVES DE LA BOURGEOISIE ET REARMEMENT DES TRAVAILLEURS COMME EN 44, POUR LA DEFENSE DE LEUR GOUVERNEMENT.
- INDEPENDANCE A TOUS LES PEUPLES OPPRIMES PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS. LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES (NORD-AFRICAINS ET SOLDATS FRANÇAIS).
- RETRAIT DES TROUPES D'OCCUPATION FRANÇAISES DE LEUR PAYS.
- SUPPRESSION DES BASES MILITAIRES ETRANGERES DANS LE PAYS ET DES BASES FRANÇAISES A L'ETRANGER.
- OFFRE DE PAIX A TOUS LES PEUPLES ET TOUS LES GOUVERNEMENTS DU MONDE. COMMERCE LIBRE AVEC TOUS LES PAYS.

Un tel programme est réalisable par un gouvernement P.C.F.-P.S. s'il s'appuie sur les masses organisées dans des comités de quartier, d'entreprise, de village, décidant démocratiquement ce qu'ils veulent et contrôlant leurs élus et leur gouvernement.

Les travailleurs français auraient à leur côté les trois quarts de l'humanité. Vaut-il mieux laisser aux capitalistes la possibilité d'utiliser ce pays, ses ports, ses routes, ses aérodromes contre les pays ouvriers, les peuples coloniaux et les prolétariats des métropoles le jour où ils décideraient la guerre -- ou bien vaut-il mieux les leur soustraire en renversant le gouvernement bourgeois ?

Le Front Unique, la mobilisation des travailleurs, l'action dans les usines et les rues, la grève générale comme en juin 1936, pour un gouvernement des partis ouvriers, voilà la seule solution réaliste, la seule qui ouvre une voie de progrès. Tout le reste qui laisse le pouvoir aux partis bourgeois de droite ou de gauche, défenseurs des trusts et du capitalisme, ne fera que se terminer comme les expériences de 1936 et de 1945.

QU'ATTENDENT LES PARTIS OUVRIERS ?

Malgré l'évidente volonté de changement de larges masses, ni les dirigeants du Parti Socialiste ni ceux du Parti Communiste Français ne semblent même soupçonner qu'ils pourraient lutter pour le pouvoir.

Guy Mollet parle du socialisme, c'est un des aspects de sa façon « gauche » de vouloir gouverner pour les capitalistes.

Guy Mollet critique le P.C.F. pour pouvoir refuser le Front Unique. Mais il ne le critique pas d'un point de vue révolutionnaire, pas pour proposer une politique meilleure pour les travailleurs -- en réalité il fait pis que le P.C.F. C'est un allié permanent de la bourgeoisie française, critiquant occasionnellement cette même bourgeoisie. Il dénonce vertueusement le P.C.F., mais fait une alliance avec Mendès-France, l'homme de gauche du grand capital et avec Chaban-Delmas, dirigeant des républicains sociaux qui ont soutenu toutes les mesures réactionnaires de la législature.

Guy Mollet dénonce le P.C.F. POUR empêcher l'unité d'action ouvrière et POUR soutenir une opération bourgeoise dite de gauche. Il la permet même grâce à ce refus du Front unique ouvrier qui affaiblit les travailleurs et fournit un camouflage « socialiste » à Mendès-France pour duper des travailleurs.

Aujourd'hui le P.C.F. s'adresse au Parti Socialiste, à ses dirigeants. On ne peut que s'en féliciter.

FRONT UNIQUE GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

en changeant sa structure sociale et son gouvernement. Une campagne inlassable pour un Front unique de classe contre la classe ennemie sous toutes ses couleurs (de gauche et de droite) en vue de constituer un Gouvernement des partis ouvriers et des syndicats rassemblerait les plus larges masses et les soulèverait d'enthousiasme.

Le programme d'un tel gouvernement est facile à concevoir.

- NATIONALISATION SANS INDEMNITES NI RACHAT DES TRUSTS ET DES BANQUES
- CONTROLE OUVRIER SUR LES INDUSTRIES, LES BANQUES ET LE COMMERCE POUR LES FAIRE SERVIR A L'INTERET GENERAL ET NON DANS CELUI DES 200 FAMILLES.
- DESARMEMENT DES FORCES REPRESSIVES DE LA BOURGEOISIE ET REARMEMENT DES TRAVAILLEURS COMME EN 44, POUR LA DEFENSE DE LEUR GOUVERNEMENT.
- INDEPENDANCE A TOUS LES PEUPLES OPPRIMES PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS. LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES (NORD-AFRICAINS ET SOLDATS FRANÇAIS).
- RETRAIT DES TROUPES D'OCCUPATION FRANÇAISES DE LEUR PAYS.
- SUPPRESSION DES BASES MILITAIRES ETRANGERES DANS LE PAYS ET DES BASES FRANÇAISES A L'ETRANGER.
- OFFRE DE PAIX A TOUS LES PEUPLES ET TOUS LES GOUVERNEMENTS DU MONDE. COMMERCE LIBRE AVEC TOUS LES PAYS.

Un tel programme est réalisable par un gouvernement P.C.F.-P.S. s'il s'appuie sur les masses organisées dans des comités de quartier, d'entreprise, de village, décidant démocratiquement ce qu'ils veulent et contrôlant leurs élus et leur gouvernement.

Les travailleurs français auraient à leur côté les trois quarts de l'humanité. Vaut-il mieux laisser aux capitalistes la possibilité d'utiliser ce pays, ses ports, ses routes, ses aérodromes contre les pays ouvriers, les peuples coloniaux et les prolétariats des métropoles le jour où ils décideraient la guerre -- ou bien vaut-il mieux les leur soustraire en renversant le gouvernement bourgeois ?

Le Front Unique, la mobilisation des travailleurs, l'action dans les usines et les rues, la grève générale comme en juin 1936, pour un gouvernement des partis ouvriers, voilà la seule solution réaliste, la seule qui ouvre une voie de progrès. Tout le reste qui laisse le pouvoir aux partis bourgeois de droite ou de gauche, défenseurs des trusts et du capitalisme, ne fera que se terminer comme les expériences de 1936 et de 1945.

QU'ATTENDENT LES PARTIS OUVRIERS ?

Malgré l'évidente volonté de changement des larges masses, ni les dirigeants du Parti Socialiste ni ceux du Parti Communiste Français ne semblent même soupçonner qu'ils pourraient lutter pour le pouvoir.

Guy Mollet parle du socialisme, c'est un des aspects de sa façon « gauche » de vouloir gouverner pour les capitalistes.

Guy Mollet critique le P.C.F. pour pouvoir refuser le Front Unique. Mais il ne le critique pas d'un point de vue révolutionnaire, pas pour proposer une politique meilleure pour les travailleurs -- en réalité il fait pis que le P.C.F. C'est un allié permanent de la bourgeoisie française, critiquant occasionnellement cette même bourgeoisie. Il dénonce vertueusement le P.C.F., mais fait une alliance avec Mendès-France, l'homme de gauche du grand capital et avec Chaban-Delmas, dirigeant des républicains sociaux qui ont soutenu toutes les mesures réactionnaires de la législature.

Guy Mollet dénonce le P.C.F. POUR empêcher l'unité d'action ouvrière et POUR soutenir une opération bourgeoise dite de gauche. Il la permet même grâce à ce refus du Front unique ouvrier qui affaiblit les travailleurs et fournit un camouflage « socialiste » à Mendès-France pour duper des travailleurs.

Aujourd'hui le P.C.F. s'adresse au Parti Socialiste, à ses dirigeants. On ne peut que s'en féliciter.

Malheureusement, cette campagne du P.C.F. pour le Front Unique n'a pas pour objectif le rassemblement de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Après avoir refusé toute offre aux dirigeants du P.S., les dirigeants du P.C.F. s'adressent à eux ET à d'autres républicains. Leur objectif est une alliance avec un ou des partis bourgeois (les « autres républicains »).

Une telle alliance avec des républicains bourgeois se ferait sur un programme acceptable par la bourgeoisie, c'est-à-dire contre les intérêts réels des travailleurs. Cela a été démontré dans les faits par le Front Populaire de 1936 et par le tripartisme de 1944-47. Ce que les travailleurs ont obtenu alors, ils l'ont arraché par la lutte. Dès qu'ils ont cessé cette lutte, fait « la pause », dès qu'ils ont « su terminer la grève » comme le leur demandaient Blum et Thorez (pour ne pas effrayer l'allié républicain Daladier), toute la machine gouvernementale et étatique bourgeoise qu'on avait laissé debout (pour ne pas rompre avec l'allié républicain Daladier) se retourna contre les travailleurs. Au lieu du pain, de la paix et de la liberté que devait leur donner l'alliance avec Daladier, ils eurent la misère, la guerre et le fascisme. Parce qu'ils avaient accepté de ne pas retirer le pouvoir à la bourgeoisie qui le conservait sous la couverture du Front Populaire ; parce que les dirigeants ouvriers ne s'étaient pas appuyés sur leur force, sur la grève générale et l'occupation des usines, pour prendre le pouvoir mais s'étaient alignés sur le programme commun avec les radicaux, qui était un programme de défense du pouvoir bourgeois. En 1944-47 la même chose s'est reproduite. Aussi longtemps que les travailleurs détenaient des armes de Gaulle et Bidault acceptaient l'alliance avec des ministres communistes. Mais quand ceux-ci eurent calmé les ouvriers, fait rendre les armes, dénoncé la grève comme « l'arme des trusts », fait « produire d'abord, revendiquer ensuite », quand l'économie et l'état bourgeois furent remis sur pied, les ministres communistes furent congédiés et les travailleurs persécutés et surexploités.

Au nom de l'alliance avec des républicains, les travailleurs ont par deux fois laissé la bourgeoisie au pouvoir.

C'est à nouveau cela que propose le P.C.F. aux travailleurs. Pour obtenir cette alliance, le P.C.F. de fait s'aligne sur un programme acceptable par la bourgeoisie. Il est pour l'Union française contre laquelle les peuples opprimés combattent et se sacrifient. Il a voté la politique de la bourgeoisie française en Tunisie et au Maroc. Il a calomnié les combattants ouvriers de Nantes en déclarant qu'ils étaient le jouet de provocateurs, ainsi que les travailleurs et les soldats de Rouen combattant contre leur départ en Afrique du Nord. Ceci afin de bien marquer sa désapprobation de tous combats amples et réels contre le patronat et le gouvernement.

Le rapport des forces ne permettrait pas autre chose ? Mais la bourgeoisie n'accepte de collaborer avec le P.C.F. que quand le prolétariat lui met le couteau sur la gorge, que quand il est le plus fort. Et elle n'accepte cette collaboration que pour calmer les ouvriers, pour ne pas avoir à combattre de front, car elle se sait vaincue d'avance.

Et même s'il était vrai que le rapport des forces soit en faveur de la bourgeoisie -- ce qui est archi-faux -- comment le retourner ? En ouvrant une perspective exhaltante d'union et d'action pour le pouvoir ouvrier, ou bien en proposant une nouvelle fois la décevante expérience d'alliance avec des bourgeois de « gauche » parce que c'est sur la gauche qu'il faut sauver le régime capitaliste ? Le manque d'enthousiasme profond qui répond au mot d'ordre de Front Populaire et qui contraste si fort avec l'enthousiasme et l'abnégation des travailleurs de Nantes combattant l'ennemi de classe est la réponse des travailleurs eux-mêmes.

QUE FAIRE ?

Les élections auront une grande importance mais ne vont pas changer fondamentalement la situation. Que la gauche ou la droite l'emporte, pour les travailleurs le problème restera posé : remplacer le gouvernement bourgeois par un gouvernement des travailleurs. Et cela la

lutte seule l'imposera. Que ce soit la suppression des abattements de zone, une large augmentation des salaires, le retrait des troupes d'Afrique du Nord, l'amnistie et la libération des soldats frappés pour leur hostilité à la guerre, seule la lutte des travailleurs l'arrachera. Le pain, la paix, la liberté ne les attendez de personne, si vous ne les prenez pas vous-mêmes !

Cette lutte est inévitable. Les combats d'août-septembre 1955 n'étaient que l'ouverture de la bataille de classe que les travailleurs entreprendront pour les salaires, pour les 40 heures, pour le retrait des troupes d'Afrique du Nord.

La grève générale mûrit dans la conscience des travailleurs. Ne laissez pas vos luttes être utilisées par les chefs ouvriers pour imposer une alliance aux partis bourgeois. Les travailleurs ne laisseront pas se reproduire une pareille duperie. Dès maintenant, dans le P.S., dans le P.C.F., dans les syndicats, dans toutes les organisations de masses, il faut exiger des dirigeants qu'ils s'unissent pour former un gouvernement au service des travailleurs. Durant toute la campagne électorale, exigez-le des partis ouvriers.

Ne quittez pas vos partis et vos syndicats, ne vous coupez pas des larges masses qu'ils influencent. Mais, exprimez à l'intérieur de ceux-ci les aspirations et les intérêts des larges masses. Exigez qu'ils luttent vraiment pour le socialisme et le communisme. Opposez-vous à une nouvelle politique de collaboration de classe parlementaire et gouvernementale.

Et si, prise à la gorge par la Révolution Nord-Africaine et la lutte des ouvriers français, la bourgeoisie se réfugiait derrière la protection du Front Populaire ? Alors il faudrait continuer le combat pour chasser les ministres capitalistes, continuer le combat pour que le gouvernement soit sous le contrôle permanent des comités de base groupant les travailleurs par entreprises, par quartier, par caserne.

Aucune confiance à un gouvernement qui laisse debout les trusts, les banques, la police, l'Union française ! Appelez les masses organisées à intervenir dans les secrets des ministères, à imposer leurs volontés !

VOTEZ POUR LE P.C.F.

Mais si aucun parti ne défend les intérêts véritables des travailleurs faudrait-il s'abstenir ? NON !

Il faut voter et voter de manière à faire de ces élections une démonstration de la force ouvrière par le nombre de voix qui se porteront contre les partis bourgeois.

Il faut voter aussi pour marquer la réprobation de toute alliance avec des partis bourgeois, même de gauche. Il ne faut pas voter pour le Parti Socialiste qui a décidé de s'apparenter avec Mendès-France et Chaban-Delmas et refusé de s'apparenter au P.C.F.

IL FAUT VOTER POUR LE P.C.F. MASSIVEMENT. CE SERA UNE DEMONSTRATION QUE LES TRAVAILLEURS VEULENT UNE POLITIQUE DE CLASSE, NON UNE POLITIQUE DE COLLABORATION ET D'ALLIANCE AVEC LES PARTIS BOURGEOIS. Ce vote pour le P.C.F., celui-ci se trouvant seul malgré la volonté de ses chefs de s'allier avec d'autres « républicains », sera la manifestation que les travailleurs ne veulent pas de cette alliance.

POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Mais ce vote ne pourra suffire. Le combat pour le Socialisme ne fait que s'engager. Il se poursuivra dans les entreprises, les villes et les campagnes, quels que soient les résultats de ce vote.

Il se poursuivra dans les partis et les syndicats ouvriers pour imposer une nouvelle politique, de nouvelles méthodes, de nouveaux dirigeants -- une politique, des méthodes, des dirigeants révolutionnaires, qui préparent la prise du pouvoir par les travailleurs.

IL SE POURSUIVRA POUR QUE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE FRANCE S'UNIFIE AVEC CELLE DES TRAVAILLEURS DES AUTRES PAYS DANS UNE NOUVELLE INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE MASSE, LA IV^e INTERNATIONALE. UNE INTERNATIONALE DEMOCRATIQUE OU LES TRAVAILLEURS DECIDERONT DE LEUR ACTION EN FONCTION DES INTERETS DE LA REVOLUTION ET NON EN FONCTION DES ACCORDS PASSES ENTRE ETATS, MEME PAR DES ETATS OUVRIERS. UNE INTERNATIONALE QUI DEFENDRA RELLEMENT CES ETATS OUVRIERS PAR UN COMBAT CONTRE LEURS ENNEMIS, LES CAPITALISTES ET LES COLONIALISTES DE TOUS LES PAYS. UNE INTERNATIONALE QUI DONNERA LA VICTOIRE MONDIALE !

Qu'est devenu "L'ESPRIT DE GENÈVE" ?

La récente conférence des quatre grands vient de mettre un point final aux rêveries exaltées des zéloteurs de « l'esprit de Genève ». Sourires, accolades et proclamations pacifistes ont cédé la place à la froide réaffirmation des positions réciproques. A l'enthousiasme des commentateurs officiels et officieux, les ministres des quatre ont opposé la politique pratique des camps aux intérêts hostiles : sans espoir de coopération pacifique, sans égard à la volonté de paix des masses, au mépris des aspirations des peuples, les puissances en présence ont cherché avant tout à consolider leurs forces dans le monde.

PAS DE LIBERTE POUR LES ALLEMANDS

Personne n'a jusqu'ici osé tirer de la rencontre de Genève un bilan, qui eût montré trop crûment la faillite sans cesse plus complète de la détente internationale. La question allemande était, au centre des débats, le problème décisif dont dépendait toute l'évolution des rapports internationaux. Les Occidentaux se sont posés en champion de la réunification. Belle réunification qui, sous la houlette de Foster Dulles, intégrerait l'Allemagne à l'alliance atlantique et, par là même, renforcerait le pouvoir d'Adenauer et de ses soutiens bourgeois. A juste titre, les diplomates soviétiques ont repoussé cette perspective. Ils ont refusé de sacrifier l'acquis important que représente la structure sociale de l'Allemagne Orientale. Mais ils n'ont su opposer à la démagogie impérialiste qu'un projet de sécurité collective, rendu illusoire dès le départ par l'intransigeance des Occidentaux. C'est la question de l'unification qu'il fallait poser aussi, non pas en termes diplomatiques, mais en termes d'action de masse. C'est cette question qui préoccupe avant tout la classe ouvrière allemande ; par leurs luttes répétées depuis 1953, les prolétaires allemands ont montré qu'ils étaient à même de régler ce problème décisif. C'est à eux qu'il fallait faire appel, en leur ouvrant la perspective d'une unification obtenue par une lutte générale contre la bourgeoisie allemande et ses patrons atlantiques. Sur une telle base peut se réaliser l'unité d'action des travailleurs des deux Allemagnes. A défaut de cela, il ne peut être question, Genève l'a montré, que de tournois d'éloquence sans issue. Aucune puissance n'a le droit ni le pouvoir de régler seule le sort du peuple allemand.

LA GUERRE FROIDE CONTINUE

Il n'est guère nécessaire de s'étendre sur les autres points de l'ordre du jour de la Conférence : tous ont abouti à des échecs semblables. Sur le chapitre du désarmement, les difficultés apparaissent dès que l'on passe des déclarations générales aux applications. Il apparaît une fois de plus qu'on ne peut songer sans utopie à démanteler l'immense potentiel militaire des états capitalistes, qui trouvent dans les armements un stimulant économique. Réduction de certains types d'armes ? Peut-être ! Mais rien de plus. Et les récentes expériences atomiques en U.R.S.S. viennent de montrer que les dirigeants soviétiques savaient à quoi s'en tenir sur les intentions de leurs adversaires dans ce domaine.

A peine terminée la Conférence de Genève, une nouvelle source de conflit naissait au Moyen-Orient. L'U.R.S.S. et les démocraties populaires ayant livré des armes à l'Égypte et à d'autres pays, les impérialistes ont craint de voir échapper à leur contrôle le Moyen-Orient, source de pétroles, base militaire proche des frontières soviétiques. Et ils ont riposté immédiatement ; le gouvernement israélien, leur allié, a menacé de recommencer la guerre contre les pays arabes : diversion qui brouillerait heureusement les cartes. En même temps, un pacte militaire du Moyen-Orient était mis sur pied

entre les états les plus réactionnaires de cette partie du monde. Il faut souligner l'importance de ces mesures, qui pourront avoir de graves conséquences dans l'avenir ; il faut se garder de sous-estimer l'ampleur de l'antagonisme né dans cette région décisive.

L'ÉVOLUTION DE LA « DÉTENTE »

Certains hommes politiques, malgré l'accumulation des points noirs, conservent ou feignent de conserver tout leur optimisme. « Les Occidentaux ne veulent pas la guerre à l'heure actuelle », disent-ils. Rien de plus exact ; la raison essentielle en est la conjoncture économique favorable que connaissent les pays capitalistes depuis que les États-Unis ont surmonté la dépression de 1954. Sûrs de réaliser des bénéfices, les bourgeois préfèrent éviter, pour le moment, les aléas d'une guerre générale qu'une série de mésaventures leur a montré pour le moins périlleux pour eux. Mais les raisons fondamentales et permanentes de leur orientation belliciste demeurent : le développement de la révolution mondiale, le rétrécissement du marché capitaliste n'ont pas disparu. Et toute crise révolutionnaire dans un pays important ou toute détérioration sérieuse de la situation économique en Amérique reposerait la question de la guerre et termes d'action immédiate.

OFFENSIVE OUVRIÈRE

Il n'y a pas à gémir de cet état de fait. Les militants ouvriers conscients doivent en tirer deux conclusions : tout d'abord, l'actuel relâchement de la tension internationale est précaire et passager. Ensuite, la période actuelle est favorable aux luttes ouvrières. La situation économique a permis le développement de vastes mouvements grévistes dans une série de pays. La classe ouvrière a l'initiative dans plusieurs secteurs importants. C'est de là que doivent partir les révolutionnaires : prévoyant l'évolution de la situation mondiale, ils doivent fixer au prolétariat de chaque nation la perspective d'une lutte sans compromis contre la bourgeoisie. A cette seule condition, les travailleurs tireront profit de l'actuelle conjoncture internationale, en renforçant leur puissance face aux capitalistes. Il ne peut être question d'alliance avec les partis politiques représentant d'autres classes, pour le maintien d'une illusoire détente. La politique de pression sur les gouvernements bourgeois que suivent les directions ouvrières est stérile et, en fait, nuisible. Les communistes doivent se battre pour une politique de lutte de classe qui développe librement l'offensive ouvrière.

J. ROBLIN.

Une Grande Victoire des masses Soviétique

LA LEGALISATION DE L'AVORTEMENT

C'est un événement important que la légalisation de l'avortement en U.R.S.S. La révolution d'Octobre avait donné ce droit à la femme, en même temps qu'elle l'a libéré de toute inégalité juridique. Le triomphe de la bureaucratie avait été marquée en 1936 par un décret interdisant l'avortement ; les dirigeants stalinien de tous les pays, notamment ceux de France, avaient approuvé, avec des arguments dignes du M.R.P.

Les successeurs de Staline lâchent du lest, reconnaissant eux-mêmes qu'ils répondent aux aspirations et à la culture croissante des femmes. Ce recul de la bureaucratie ne fera que stimuler les aspirations des masses à un retour aux libertés des premiers temps de la Révolution.

(Nous traiterons dans notre prochain numéro de la question de l'architecture soviétique.)

IV^e INTERNATIONALE

Dans le n° de QUATRIÈME INTERNATIONALE de décembre, vous lirez :

- son éditorial sur « la course à la puissance » ;
- l'adhésion à la IV^e Internationale de CRISPIM, ex-dirigeant du P.C. brésilien ;
- des articles sur la Chine, l'Argentine, l'U.R.S.S., l'Indonésie...
- une étude sur l'art du peintre Léger ;
- le rapport sur la situation internationale du 16^e Plenum ;
- une déclaration du Parti Lanka Sama Samaja ;
- et ses rubriques habituelles.

Le n° : 150 francs.

C.C.C. Frank 12648-46 Paris

SOUSCRIPTION

C. H. : 500. — R. G. : 350. — Tot. : 500. — C. B. : 500. — Leg. : 1.000. — Fred. : 200. — Lauc. : 500. — H. I. : 3.000. — Pierrette T. : 5.000. — H. C. : 3.000. — C. H. : 500.

Total de la liste : 15.050 francs.

A cause de l'ouverture de la campagne électorale nous avons reculé ce numéro de "La Vérité des Travailleurs" d'une semaine.

Le numéro de Janvier paraîtra le Vendredi 13 afin de pouvoir commenter les résultats des élections.

En raison des élections, nous avons décidé de donner un caractère spécial au présent numéro de notre journal.

Par l'insertion d'une affiche et d'un manifeste, destinés à être diffusés au cours de la campagne électorale, nous ne disposons plus que d'une place très réduite pour les questions qu'il nous faut traiter. Nous sommes donc obligés de faire un choix et de renvoyer au prochain numéro de nombreux articles et lettres. Nos correspondants et nos lecteurs voudront bien nous en excuser.

Parmi les articles ainsi différés, citons :

- Tout d'abord, un ample compte rendu du XI^e CONGRES DU P.C.I. (SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE) qui s'est tenu au début de novembre, et dont les assises ont témoigné du renforcement de notre parti au cours de l'année écoulée ;
- un « au revoir » à la camarade Natalie Trotsky, qui a rejoint Mexico après un séjour de plusieurs mois en France ;
- des informations sur la vie ouvrière et sur les événements internationaux ;
- un compte rendu du Livre de Léon Trotsky « ECRITS (1928-1940) », dont le tome I vient de paraître ;
- des lettres de Sartrouville, des Landes, etc.
- nos rubriques habituelles...

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

CHEZ RENAULT :

COMMENT L'ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ

La signature par la C.G.T. de l'accord-contrat Renault, « événement capital pour l'avenir ouvrier ». C'est ainsi que L'Express « mendsiste la considère en y consacrant sa première page le 24 novembre.

La veille, L'Humanité l'annonçait en reléguant la nouvelle page 5, en 140 lignes, y compris la déclaration du syndicat C.G.T.-Renault.

Ce « contrat » inaugure une « voie nouvelle du syndicalisme » paraît-il.

Presse bourgeoise et dirigeants réformistes célèbrent les vertus de cette « politique payante de la négociation » opposée à l'« agitation stérile » qu'entretiennent C.G.T. et P.C.F.

Les trois semaines de congés payés sont obtenues, mais comme dirait Benoît Frachon, la « trahison se paie » et elle se paie d'autant plus chère que le rapport des forces est en faveur des masses.

Les trois semaines de congés auraient, selon les patrons, une incidence financière de 2 % sur le coût de la main-d'œuvre. Cette incidence sur les « dépenses patronales EST NULLE si l'on considère que la désorganisation des entreprises dure au moins trois semaines au mois d'août, les 12 jours ouvrables d'autrefois étant allongés par de multiples avantages (ancienneté, jours supplémentaires aux jeunes, aux travailleuses mères de famille, jour du « bon soldat » etc.) et que désormais ceux-ci disparaissent, le cumul n'étant pas admis.

Quant aux relèvements des MINI GARANTIS, ils n'auront que très peu de répercussions sur les salaires REELS.

Les nouveaux mini : 135 fr. au manoeuvre, soit 5 fr. en plus, jusqu'au P3, soit 14 fr. 50 en plus, sont ENCORE INFÉRIEURS à ceux de Saint-Nazaire.

Les causes du malaise dans la classe ouvrière ne sont pas dues exclusivement aux manoeuvres du rassemblement réformo-paternaliste. Le vote constant pour la C.G.T. dans les entreprises démontre amplement le contraire.

L'origine des difficultés à la mobilisation ouvrière, se trouve dans la confusion née de l'antagonisme des aspirations révolutionnaires des masses et la politique que leur propose leur direction de classe principalement P.C.F. et C.G.T.

C'est ainsi que Benoît Frachon, dans son discours du 28 octobre, exprime : « ...L'unité et l'action auraient permis, en septembre, un accord bien meilleur. Votre syndicat travaillera à réaliser les conditions qui permettront de l'obtenir. Il est vrai que LES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT qui sont convaincus de cela, qui ont conscience du rôle néfaste joué, en la circonstance, par les organisations qui ont signé l'accord séparé, VOUDRAIENT NEANMOINS QUE LE SYNDICAT CGT SIGNE L'ACCORD... »

Tout ceci se trouve renforcé par la déclaration même du syndicat C.G.T. qui invoque un pourcentage de 70 % parmi les syndiqués, en faveur de la signature de l'accord.

Le résultat du vote n'est pas donné en chiffres absolus. Pourquoi ?

Ce n'est pas pour ne pas renseigner les patrons sur les effectifs de la C.G.T., ceux-ci ayant été rendus publics dans différents congrès syndicaux et publiés dans la presse syndicale. L'explication doit être cherchée ailleurs et cet ailleurs, ce sont les difficultés qu'a le P.C.F. à faire admettre sa politique par la classe ouvrière.

Le nombre de 5.600 syndiqués a été annoncé à plusieurs reprises. En admettant qu'il ne corresponde pas au nombre de timbres effectivement payés, il donne néanmoins une idée de la force du syndicat dont l'influence est surtout concrétisée aux élections de délégués. (Plus de 72 % des voix).

Or, au conseil syndical du 18 novembre, le secrétariat du syndicat ne pouvait annoncer que 2.400 bulletins favorables à la signature de l'accord et plus de 1.000 contre, ceci TROIS SEMAINES APRES le discours de Benoît Frachon.

Dans quelles conditions est intervenu ce vote, après le divorce entre Benoît Frachon et les cadres ouvriers de l'usine, relaté dans notre précédent numéro ?

Le 4 novembre était convoquée une assemblée de la section Renault du P.C.F. On retrouva à cette assemblée de section la même atmosphère d'hostilité qu'au conseil syndical. D'un côté, les dirigeants, le bureau de l'assemblée, de l'autre, la majorité des militants.

La faiblesse des militants CONTRE la signature, c'est qu'ils ne peuvent que se cantonner dans une opposition formelle ou sentimentale. FACE AU PARTI, il leur est très difficile d'exprimer leur désaccord.

ETRE CONTRE L'ACCORD, signifie avoir une appréciation du RAPPORT de forces, UNE LIGNE DE CLASSE, UNE ORIENTATION, DES PERSPECTIVES et UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRES, et ceci aujourd'hui même, mais aussi des FORMES de LUTTE faisant largement appel à l'initiative des masses, mieux en rapport avec leurs aspirations, TOUTES CHOSES ABSOLUMENT DIFFÉRENTES de ce que dit le P.C.F. présentement.

EN L'ABSENCE DE L'EXPRESSION d'une telle politique, ces militants ne pouvaient que céder. C'est ainsi qu'est né l'état d'esprit : « Je suis CONTRE la signature, personnellement, syndicalement, mais politiquement c'est juste de signer ».

C'est dans ces conditions qu'a été entamée la consultation dans les sections syndicales. Le projet de déclaration accompagnant la

signature était proposé aux syndiqués au nom du bureau unanime moins une abstention. Il n'était pas fait mention des membres du bureau CONTRE, qui le jour où le projet fut adopté étaient absents de la réunion de bureau (certains travaillaient en équipe).

Cette déclaration consistait à signer : « Sous réserve de tous nos droits » et à dénoncer le préambule sur la productivité et la collaboration de classes et les clauses restrictives (Droit de grève).

Les syndiqués étaient ainsi sollicités, à l'appel de leur direction, à donner leur opinion sur UN SEUL TEXTE, celui des POUR (1 feuille recto-verso), sans aucune présentation des arguments des CONTRE la signature, sans compte rendu du conseil syndical, où la majorité des délégués était contre, sans les informer de l'assemblée des syndiqués également contre, etc., sans négliger les pressions exercées sur les militants « contre ».

Veut-on dénier les pressions ? Référons-nous à la section syndicale du 74-51 qui, dans une résolution présentée au conseil syndical du 18 novembre, « DESAPPROUVE le discours de Benoît Frachon, la direction du syndicat et condamne le secrétariat, LI-NET en particulier, pour les pressions exercées sur les militants en vue de les amener au OUI, à la signature. »

Peut-on s'étonner ensuite que le comité exécutif du 14 novembre rassemble une quinzaine de militants désemparés, et le conseil syndical du 18 novembre rassemble trois fois moins de monde que celui du 26 octobre.

« Faire de l'accord Renault une arme des travailleurs » comme l'écrit le 12 novembre L'Echo des Métallos Renault, journal de la section du P.C.F., dans ces conditions, ressemble à une galéjade.

Dans l'immédiat, la direction de l'Etat-patron n'a pas encore fait connaître si elle accepte la signature de la C.G.T. avec des « restrictions ». Pour elle, le « contrat forme un tout ». Des manoeuvres s'esquissent. Le S.I.R. estime que l'accord change de contenu si la C.G.T. le signe. La direction et les signataires actuels entendent pousser le plus loin possible leur offensive « idéologique ».

Quelles seront les répercussions des décisions du congrès de l'union des syndicats approuvant l'U.S.T.M. qui ne signe pas d'accord sur le plan de la région parisienne et commence à préconiser une convention collective véritable ?

Les combats qui se préparent dans la classe ouvrière ouvriront inévitablement la voie aux revendications révolutionnaires. Les militants communistes montrent aujourd'hui qu'ils deviennent de plus en plus sensibles aux exigences de la classe ouvrière.

CORRESPONDANT.

Ce qu'il fallait faire pendant la grève de Nantes

Face au manque de soutien effectif et au silence fait sur les événements de Nantes par les directions ouvrières, il nous paraît intéressant, malgré le retard, de citer l'exemple d'un comité créé sur l'initiative d'ouvriers syndiqués et inorganisés, pour le soutien des grévistes nantais et de reproduire leur lettre à ceux-ci :

« Les ouvriers de la S.N.E.C.M.A.-Billancourt, considérant que votre lutte devait être soutenue se sont groupés en un comité qui a collecté des fonds à votre intention.

Au nom de tous les travailleurs de la S.N.E.C.M.A.-Billancourt, ce Comité de Soutien, représentant toutes les tendances, salue les travailleurs nantais en lutte pour l'augmentation substantielle de leurs salaires et traitements, et apporte sa solidarité financière ainsi que son soutien dans le combat contre le patronat et son gouvernement, qui s'entêtent à maintenir la classe ouvrière tout entière dans des conditions de vie misérables, et n'hésitent pas pour ce faire, à faire appel aux provocations, aux matraquages, aux meurtres contre les travailleurs en lutte.

... Les travailleurs de la S.N.E.C.M.A., à l'exemple des travailleurs de Nantes, de Saint-Nazaire et d'ailleurs, préparent aussi leur combat dans l'unité la plus totale sur des bases qui doivent recréer d'une part, la victoire ouvrière sur le patronat dans les luttes actuelles, ainsi que l'unité organique du prolétariat français, gage certain des victoires futures.

Dans la lutte, les ouvriers n'ont rien à perdre sinon leurs chaînes.

Le Comité salue les ouvriers nantais en lutte et les assure de sa solidarité.

Recevez, Camarades, nos salutations fraternelles.

LE COMITE. »

Suivent les signatures de syndiqués C.G.T., C.F.T.C., F.O. et d'inorganisés.

LES ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE

Les élections à la Sécurité Sociale n'ont pas marqué de grands déplacements de voix entre les syndicats qui revendiquaient les voix ouvrières. Toutefois, le recul des mutualistes et autres associations de ce type indique un progrès des couches jusqu'alors très arriérées.

Il faut saluer les quelques accords qui se sont produits entre élus C.G.T. et C.G.T.-F.O. pour éliminer les administrateurs patronaux, en regrettant qu'ils n'aient pas été plus nombreux. Le pouvoir des administrateurs de la Sécurité Sociale est très limité ; mais ce qui est essentiel, c'est qu'il se soit produit une certaine unité d'action ouvrière contre le patronat.

VIVE LA RÉVOLUTION MAROCAINE

(Suite de la première page.)

bonnes âmes de nos anti-colonialistes « démocrates » de « Franc-Tireur », de « Combat », de « L'Express », voire de « France-Observateur » devront en faire leur deuil. Qu'ils ne se leurrent pas de faux espoirs : ce que l'on voit actuellement au Maroc n'est qu'un début. La marche de la révolution nord-africaine n'en est qu'à ses premiers pas. La conjonction du mouvement des masses dans les trois pays ira en s'accroissant et élèvera le niveau de la révolution vers des sommets qui surprendront le monde. Car la marche vers l'unification du Maghreb est inéluctable.

De quelle sorte de révolution s'agit-il ? en quoi consiste-t-elle ?

Pour tous ceux qui ne craignent pas de regarder les choses en face et de les appeler par leur nom il ne peut y avoir de doute : C'EST LA RÉVOLUTION PERMANENTE.

L'indépendance du Maroc en voie de réalisation aura été conquise de haute lutte par les masses exploitées des villes et des champs. La bourgeoisie indigène inclinait constamment au compromis, était disposée aux plus larges concessions. A l'avant-garde du combat libérateur se trouvait le prolétariat de Casablanca et des médinas des grandes villes. La résistance a pris conscience de cet état de chose et ne cesse de le rappeler. Elle répugne à présent de s'en remettre aux dirigeants bourgeois traditionnels des partis.

Ayant pris conscience de leur force et de leur rôle déterminant, les masses ouvrières et paysannes n'entendent pas s'arrêter à mi-chemin, avant d'avoir conquis l'indépendance véritable.

L'indépendance s'identifie pour elles avec la liquidation du carcan féodal et de tout ce qui rappelle le régime colonialiste, avec la réforme agraire, le partage des terres, l'émancipation de la femme, l'amélioration des conditions de travail et de vie, le développement des organisations de masses et des syndicats, un régime véritablement démocratique qui leur permet d'agir durablement sur le destin du pays et impartit une place grandissante au contrôle et à la gestion ouvrière des affaires publiques.

De larges portions du territoire marocain sont soustraites, à l'heure actuelle, au contrôle des caïds chatiés ou en fuite et des administrateurs français repliés sur les villes. La grève de l'impôt s'élargit dans les campagnes. Les paysans s'organisent et prennent possession de certaines terres. D'un énergique mouvement du menton le résident Dubois a promis de restaurer l'autorité des caïds. On l'attend à l'œuvre.

La zone de dissidence s'étend dans le Maroc Oriental et les jeunes continuent de rejoindre par milliers le maquis. Les partisans marocains assurent qu'ils ne se laisseront pas désarmer comme en Tunisie avant que les négociations avec la France aient abouti. L'armée de libération combat, au surplus, pour une solution d'ensemble du problème nord-africain.

La résistance poursuit parallèlement son action dans les villes. Le mouvement syndical prend une énorme extension et un vaste mouvement revendicatif exigeant des augmentations de salaires substantielles de 100 à 200 % met en branle des milliers de travailleurs.

Le développement de la révolution marocaine doit retenir toute l'attention du prolétariat français. Sa portée est incalculable, ses leçons sont immenses.

Dès à présent, par ricochet, l'équilibre est rompu en Tunisie.

Les conventions tunisiennes sont devenues caduques. L'opposition se développe dans les villes et les campagnes et les manifestations redoublent de violence. Les anciens « fellaghas » menacent de reprendre le maquis. La centrale syndicale, l'U.G.T.T., durcit son opposition au gouvernement, devient plus critique à l'égard des conventions. Elle est dès à présent l'arbitre de la situation en tant qu'organisation la plus puissante, la plus cohérente et la mieux enracinée dans les masses. Le gouvernement immobiliste du gros propriétaire foncier Ben Amar est entièrement discrédité.

Contrairement aux affirmations des partis socialistes et communistes qui cherchent constamment à minimiser la portée de la révolution nord-africaine, les bases du capitalisme français sont gravement atteintes.

Le vote de confiance des députés socialistes et communistes au gouvernement massacreur Faure - Pinay sur la question marocaine a été ressenti comme un coup de poignard dans le dos par les peuples du Maghreb.

Le prolétariat français doit manifester sa solidarité avec la révolution marocaine par une action concrète soutenue, sous peine d'apparaître comme complice de l'impérialisme et de compromettre du même coup pour un temps prolongé les chances du socialisme en Afrique du Nord.

La France impérialiste ne peut avoir d'autres rapports avec l'Afrique du Nord que des rapports de brigandage, d'exploitation et d'oppression. Le mouvement ouvrier ne peut avoir pour rôle de combiner un mariage entre l'impérialisme et les peuples opprimés, comme le proposent Thorez et Guy Mollet.

Le prolétariat français est

inconditionnellement aux côtés des peuples nord-africains et doit œuvrer au triomphe de leurs revendications.

Notre devoir envers la révolution marocaine et nord-africaine c'est l'action de classe renforcée contre la bourgeoisie, c'est la réalisation du Front unique des grandes for-

mations ouvrières afin de bâtir la dérouté totale de l'impérialisme par l'instauration d'un gouvernement des travailleurs.

Alors, et alors seulement, il sera possible de parler d'une coopération confiante, désintéressée et progressive avec les peuples d'Outre-Mer.

VOTEZ P. C. F.

(Suite de la première page.)

rait difficilement en être autrement dans la S.F.I.O. Ce qui compte, c'est que le courant pour un front unique ouvrier ait grandi et qu'il grandisse encore.

Mais si ce courant est nourri par la situation elle-même, il n'a certes pas été encouragé par la politique du P.C. d'hier et d'aujourd'hui.

Hier la direction du P.C. repoussait toute idée d'un front unique avec le P.S. en tant que tel ; elle ne voulait que faire du rattachement à la base pour dresser des militants du rang contre leur parti. Aujourd'hui, elle s'adresse au P.S. tout entier — ce qui est un énorme progrès — mais pour lui proposer une alliance avec des « républicains », sur un programme de réformes du capitalisme français et de maintien de l'Union française. Une opposition socialiste à la collaboration des Guy Mollet avec les radicaux ne peut y trouver un stimulant.

De toute façon, à présent, les élections du 2 janvier se présentent ainsi : le P.S. se trouve allié à des partis bourgeois, tandis que le P.C. n'a pas d'appareillement avec des formations bourgeoises. De ce fait, le vote pour un candidat socialiste est aussi un vote qui s'égare sur un Mendès-France, un Mitterand ou un gaulliste. La direction du parti socialiste peut trouver plaisir à être roulée hier par le M.R.P., demain par d'autres politiciens bourgeois ; aucun travailleur ne devra donner sa voix à des candidats socialistes. Par contre, dans le contexte des présentes élections, le vote pour les candidats communistes prendra inévitablement une signification dépassant la plate-forme formulée par Thorez et Duclos. Les millions de voix recueillies par les listes du P.C.F. ne seront pas des votes pour la « politique nationale » de ce parti, pour l'Union française, mais des VOTES CLASSE CONTRE CLASSE, exprimant la volonté des grandes masses de mettre un terme à la situation qui leur est faite. Malgré la direction du P.C.F., ce seront des votes pour les méthodes des grévistes de Nantes, des rappelés de la gare de Lyon, de Rouen, des Champs-Élysées, des votes contre les expéditions coloniales, des votes pour l'indépendance des peuples colonisés, des votes pour le programme des « provocateurs », le programme des trotskystes.

Notre Parti Communiste Internationaliste s'est trouvé empêché, faute de temps nécessaire pour rassembler les moyens indispensables, de présenter une liste dans un secteur de la région parisienne, destinée à faire connaître aussi largement que possible le programme révolutionnaire et appeler une avant-garde ouvrière à se compter sur lui et à l'appuyer ainsi auprès de l'ensemble de la classe. Nous sommes les premiers à déplorer cette manifestation de faiblesse, mais il ne servirait à rien de vouloir en dissimuler les raisons. Dans la campagne qui s'ouvre, nous n'interviendrons que par affiche et par tract, en appelant les travailleurs à voter le 2 janvier pour les candidats communistes, et à se préparer pour les luttes qui suivront. Elles se produiront sur tous les plans : luttes pour les revendications économiques (salaires) ; luttes pour défendre les jeunes sous l'uniforme ; luttes pour la libération des peuples des colonies.

Toutes ces luttes convergeront en une lutte pour un gouvernement des travailleurs, un gouvernement des partis ouvriers, appuyés et contrôlés par les travailleurs. Une des plus grandes résistances à une telle lutte proviendra des directions ouvrières actuelles qui sont guidées par d'autres impératifs que les intérêts des ouvriers et la cause du socialisme. Aujourd'hui elles vont recueillir des millions de suffrages ; elles pourraient être toute puissantes ; mais parce qu'elles ne veulent pas s'appuyer sur les masses mais seulement s'en servir, parce qu'elles ne veulent pas s'aligner sur la volonté de combat des masses, celles-ci les pousseront encore plus haut avant de les submerger, dans des crises d'où surgira un nouveau parti, un parti révolutionnaire qui assurera la victoire du socialisme.

P.S. — Nous sommes une fois de plus obligés de rappeler que le groupe Lambert qui abuse de notre nom n'a plus rien de commun avec nous et la IV^e Internationale depuis 1952. Ce groupement vient de décider la « non-participation » aux élections, en opposant à celles-ci « l'action ouvrière » en termes anarchisants. Notre Parti n'est nullement responsable pour cette position de boycott, qui révèle tout le caractère irréal et saugrenu de l'orientation de ce groupe, au moment où des millions d'hommes et de femmes sont restés des heures dans les files d'attente pour pouvoir voter.

FRONT UNIQUE pour un Gouvernement des travailleurs P.C.F.-P.S.

Entre Edgar Faure et Mendès-France c'est une querelle sur la manière la plus efficace de sauver le grand capital, face aux mouvements des masses travailleuses et aux soulèvements des peuples colonisés.

UNE SEULE ISSUE A LA CRISE : UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS expropriant les trusts, mettant fin à l'exploitation des colonies, quittant l'alliance atlantique et engageant le pays sur la voie du socialisme.

Que le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste appellent au front unique pour un Gouvernement P.C.F.-P.S., tous les travailleurs répondront avec enthousiasme et auront avec eux les petites gens de la ville et de la campagne. Les tentatives des démagogues à la Poujade s'effondreront.

Contre l'avis de la majorité de ses Fédérations, le P.S. a rejeté l'offre d'appareillement du P.C.F.

Le vote pour Guy Mollet est aussi un vote pour Mendès-France, Chaban-Delmas et Soustelle, bourreau du peuple algérien.

La seule manifestation de classe possible, c'est voter P.C.F.

Mais le P.C.F. n'a pas non plus une plate-forme de classe. La direction de ce Parti recherche elle aussi une alliance avec des partis bourgeois.

Pour réaliser de telles alliances - Front Populaire avec Daladier en 1936, tripartisme avec de Gaulle-Bidault en 1945 - Blum et Thorez imposèrent aux travailleurs « la pause », la remise des armes, et sauvèrent le régime capitaliste.

POUR CHANGER VRAIMENT LA POLITIQUE DU PAYS IL FAUT CHANGER SON RÉGIME. NON S'ALLIER AUX CAPITALISTES, MAIS ABATTRE LEUR POUVOIR.

Grèves d'août 1953, grèves de Nantes et de Saint-Nazaire, manifestations des rappelés à Rouen, à la Gare de Lyon, aux Champs-Élysées : telle est la voie des travailleurs vers leur libération. Qu'ils s'y engagent avec confiance. La lutte des peuples d'Afrique du Nord pour leur émancipation porte des coups mortels à l'ennemi commun.

TRAVAILLEURS, obligez vos partis et syndicats à suivre cette voie du combat et non celle de la collaboration de classe, à préparer la grève générale pour :

- **L'augmentation des salaires, pensions et retraites, les 40 heures, la suppression des abattements de zone.**
- **La libération des rappelés et maintenus, le retrait des troupes d'Afrique du Nord, la réduction du temps de service, l'amnistie et la libération immédiate des soldats frappés pour leur opposition à la guerre colonialiste.**
- **L'indépendance des peuples d'Afrique du Nord et de tous les peuples colonisés.**
- **La dénonciation de tous les pactes militaires.**
- **La nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts et des banques, le contrôle ouvrier sur l'économie, la dissolution des forces répressives, l'armement des travailleurs.**